

## EDITO

# Tout péter, tous ensemble

N'en déplaise aux tristes et aux modérés partisans des demi-mesures, les travailleurs en lutte indiquent la voie. Il est grand temps de s'en prendre pour de bon aux patrons licenciés, aux profiteurs et autres vauriens qui dirigent les grandes entreprises. Ces gens-là mènent la guerre de classe depuis des décennies sans beaucoup de riposte, à coups de licenciements, de précarisation des salariés, de dégradation des conditions de travail. Ces gens-là dominent le monde, les médias, ont des politiciens à leurs bottes qui réforment à tour de bras. Et ils s'étonnent aujourd'hui de prendre des claques ?

Prenons modèle sur les travailleurs du LKP en Guadeloupe qui ont su créer un rapport de forces suffisant pour faire plier une partie au moins du patronat ! Prenons exemple sur les salariés de Caterpillar, Sony ou Molex, qui prennent le temps d'exposer de très près leurs revendications à leurs cadres dirigeants, ou de ceux de Continental qui refont la décoration des sous-préfectures ! Inspirons-nous des manifestants anti-G20 à Londres ou anti-OTAN à Strasbourg, qui ne s'en laissent pas conter par la flicaille !

On entend tous les partisans du compromis social se lamenter de tant de violence. Alors que les salariés en sont à rendre leurs premiers coups, il faudrait que cela cesse tout de suite et sans condition. Des dirigeants de l'UMP à ceux du PS, en passant par ceux de la CFDT, tous affirment « comprendre » la colère pour mieux s'en démarquer et regretter le manque de « dialogue social ». Que signifierait un retour à la « paix sociale » aujourd'hui sinon la soumission, quand les dividendes continuent d'abonder les comptes des actionnaires et que les fermetures d'usines s'accumulent ? Quand les services publics, hôpitaux et universités, continuent d'être démantelés et que les banques sont choyées par le gouvernement ? Quel « dialogue social » peut-on envisager avec une minorité qui ne vise que le maintien de sa domination sociale sur le monde. [suite page 2]

On aurait certainement tort de miser sur les seules réactions au coup par coup des salariés pour créer un débouché. Bien des étapes sont encore devant nous, de l'élaboration d'une stratégie de démantèlement de la classe dirigeante à la construction effective d'une alternative au capitalisme. Mais aujourd'hui, il faut se réjouir de voir notre camp relever la tête et rendre les coups. En route vers le tous ensemble ?

## Luttes sociales

### Un front de lutte interprofessionnel, vite !

Dans le contexte actuel d'une crise économique importante à laquelle la logique du capitalisme ne pouvait pas manquer d'aboutir, ainsi que de contres-réformes ayant pour objectif la remise en cause complète des acquis sociaux et des services publics que les salariés ont réussi à obtenir et à sauvegarder au prix de décennies de luttes sociales, la naissance d'un front commun interprofessionnel de lutte tarde pourtant à se faire jour. Il ne semble donc pas inutile de rappeler la situation à laquelle la population est confrontée aujourd'hui dans tous les secteurs d'activité.

**L'Education Nationale :** Dans le primaire, des déclarations méprisantes à l'égard de la fonction qu'exercent les enseignants de maternelle, une réforme rétrograde des programmes d'enseignement et la volonté de supprimer les réseaux d'aide aux élèves en difficulté. Au collège, un enseignement des langues calqué sur une grille d'évaluation européenne n'ayant pour objectif que l'insertion professionnelle et la mobilité des salariés, les activités culturelles et de remédiation sortis du temps scolaire. Au lycée général, une réforme sur laquelle le gouvernement a dû reculer tant il voulait passer en force sans la moindre consultation des acteurs de terrain. Au lycée professionnel, la suppression des BEP et un Bac pro en une année de moins qui risque de laisser nombre d'élèves fragiles sans qualification ou de les reléguer vers l'apprentissage. Dans le supérieur, après l'autonomie des universités les liant au secteur privé dans leur financement et leur gestion, nous assistons à la disparition du statut des enseignants chercheurs, à la remise en cause du CNRS, à la soumission de la recherche à des intérêts marchands et à la masterisation de la formation des enseignants de l'Education nationale qui se voient privés de l'année de stage de formation. A tous les niveaux, plus de 10 000 suppressions de postes d'enseignants à chaque rentrée depuis trois ans. Dans notre académie, c'est plus de 450 postes qui seront supprimés à la rentrée prochaine sur fond d'embauche de contractuels non formés et de multiplication des heures supplémentaires.

**La santé.** Le projet de loi Bachelot discuté à l'Assemblée Nationale annonce un véritable démantèlement de l'hôpital public. Avec la mise en place des Agences Régionales de Santé, sur les 1035 hôpitaux publics il ne restera que 300 communautés hospitalières. Une politique dont l'objectif n'est autre que de laisser les cliniques privées se charger des soins rentables, l'hôpital public devant se contenter des prises en charge coûteuses. Du point de vue des conditions de travail, déjà à l'heure actuelle,

les fonctionnaires de santé subissent le développement de la précarité, les changements intempestifs de planning et d'horaires, la remise en cause des RTT, la multiplication des heures supplémentaires imposées, le non remplacement de la plupart des congés, une charge de travail accrue, une usure professionnelle qui se généralise et qui est aggravée par un va et vient de patients commandé par la rentabilité (tarification à l'activité) et non par la nécessité clinique. Sur le plan national, c'est au minimum 20 000 emplois qui devraient être supprimés dans le secteur de la santé. Rien qu'au CHU de Nancy, c'est pas moins de 650 postes qui doivent être supprimés.

**Les transports publics.** A la SNCF nous assistons à des bénéfiques records (777 millions d'euros en 2007, un résultat jamais égalé dans toute l'histoire de l'entreprise publique) résultat d'une politique dont l'unique objectif est la perspective d'une ouverture à la concurrence. Un résultat qui provient uniquement des gains de productivité mais dont aucun bénéfice n'est tiré par les salariés qui voient leur pouvoir d'achat toujours diminué, ni par les usagers dont le tarif des billets est en constante augmentation. Dans le fret, l'ouverture à la concurrence est déjà une réalité, mais pour quel résultat ? Une logique de rentabilité qui bénéficie aux multinationales comme Veolia, mais aucune amélioration du service (fermetures de gares de fret et de triage en pagaille ayant pour résultat des centaines de milliers de camions supplémentaires sur les routes à l'heure où l'on parle de défis écologiques) et une pression à la baisse des salaires et conditions de travail pour les salariés.

Après **France Télécom, EDF et GDF**, c'est **La Poste** qui doit devenir une société anonyme, même si, pour l'instant, l'Etat dit vouloir rester majoritaire. Ce changement de statut qui accompagne ici aussi l'ouverture à la concurrence introduit dans ces entreprises la logique du marché au détriment des missions de service public qui leur était confiées : introduction de techniques de management agressives, précarisation du personnel, dégradation du service et fermeture des bureaux, diversification dans des activités concurrentielles, rétablissement de la profitabilité pour les (futurs) actionnaires... Et pour les usagers (des clients à présent), des tarifs illisibles et incomparables avec la concurrence, une logique marchande et consumériste, et au final un service aux particuliers de moins bonne qualité.

**Le secteur privé.** Alors qu'il n'y avait pas d'argent pour nos salaires, pour les services publics, pour la sécu, pour nos retraites, ... alors qu'il fallait réduire la dette et le déficit public, des milliards sont mis à disposition des banquiers, patrons et actionnaires... et brusquement le déficit public n'est plus un problème pour le gouvernement et le patronat ! Dans la logique libérale qui nous est imposée depuis des années, nous voyons que la privatisation des profits et la socialisation des pertes reste le principe de base du système économique capitaliste. Un exemple dans l'industrie automobile : Après un plan d'aide de 6 milliards d'euros, le groupe PSA n'a pourtant pas tardé à annoncer un plan social de 11 000 suppressions d'emploi en Europe en 2009 dont pas moins de 7000 en France. C'est dans ce contexte que nous assistons chaque jour à l'augmentation effrayante du taux de chômage dans tous les pays

d'Europe. Si nous sommes tous d'accord pour dire que c'est le patronat et les dirigeants politiques qui ont créé cette crise, pas question que ce soient les salariés qui la payent, surtout après que les plus riches aient vu leur imposition plafonnée, que nombre de grandes entreprises soient encore exonérées de charges sociales et que nous assistons impuissants à la publication de bénéfices vertigineux (tel le record historique de 14 milliards d'euros publié par Total) dont seuls les actionnaires tirent profit.

A présent, il est temps de mettre un coup d'arrêt à cette logique injuste et insupportable. Le 29 janvier nous étions des millions dans la rue pour exprimer notre colère. Le 19 mars, nous étions encore plus nombreux. Ces journées de mobilisation sont nécessaires mais insuffisante si les salariés se contentent des quelques journées d'action auxquelles les grandes organisations syndicales veulent bien timidement appeler. Il est indispensable que des assemblées générales et des actions de lutte locales se multiplient à l'échelle des salariés, dans tous les secteurs d'activité, que les bases syndicales reprennent en main l'orientation de leurs organisations dans le sens de leurs intérêts. Car aujourd'hui la situation nous montre que nous n'avons rien à attendre d'un soit-disant dialogue social dans les salons du pouvoir si ce n'est que d'éponger grossièrement les dégâts de leur crise économique au prix d'une vie rendue de plus en plus difficile pour les familles de milliers de travailleurs. Si la raison de cette situation est le système économique capitaliste que l'on nous a imposé, c'est la véritable transformation sociale que nous devons aujourd'hui nous fixer comme objectif, une transformation sociale malheureusement oubliée de longue date par ceux qui hier prétendaient défendre l'intérêt des travailleurs. Aujourd'hui c'est un front interprofessionnel unitaire et ambitieux que nous devons construire par le bas et dont le 29 janvier et le 19 mars n'auront constitué que l'introduction.

## Nécrologie

Nos plus agréables pensées vont à ces vingt-et-un policiers qui ont été légèrement blessés mi-mars, un samedi soir, après être tombés dans un "guet-apens" tendu par plusieurs dizaines de jeunes gens aux Mureaux (Yvelines), essuyant des tirs de "petits plombs" et des jets de pierres, a-t-on appris de source policière. Chacun sait que la source policière est intangible, et que les jeunes sont une race à exterminer. La police, qui a trouvé une quarantaine de cocktails molotov prêts à l'emploi, a donc procédé à huit interpellations : un mineur âgé d'une quinzaine d'années a été placé en garde à vue tandis que les autres ont été relâchés. On estime de source policière que ces incidents pourraient être liés au décès d'un jeune originaire des Mureaux, le 8 mars, tué en Seine-et-Marne, sans comprendre pourquoi non plus, car il est bien sûr irréfutable que le jeune a été tué par des policiers en situation de légitime défense, après qu'un véhicule avec quatre occupants leur eut foncé dessus au terme d'une

course-poursuite. Cqfd. La préfecture n'était pas en mesure de confirmer le nombre de blessés parmi les forces de l'ordre, mais devant cette explosion de terrorisme urbain, la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie a tenu à rendre hommage "au professionnalisme et à la maîtrise des policiers" et elle a salué "leur efficacité". Mme Alliot-Marie a exprimé "sa pleine solidarité et son total soutien aux 21 policiers légèrement blessés". La ministre a annoncé que "la sécurisation sera renforcée dans les quartiers concernés pour répondre avec la plus grande fermeté à de semblables agissements". Ouf !

Nos plus agréables pensées (bis) vont encore à cet honorable gardien de la paix qui a tiré sur son épouse et ses deux enfants, mi-avril. Pas un samedi soir. L'alcotest n'est donc pas nécessaire. Cet homme, ancien CRS, était policier à Tarbes et également conseiller municipal de Cabanac. Nul doute sur son honnêteté, donc, et sur son innocence ou sur toute autre circonstance atténuante qui expliquerait son geste. Malheureusement le pauvre homme s'est suicidé avant de s'expliquer, après avoir tiré à plusieurs reprises en direction des gendarmes, sans doute dans un moment d'égarement. Ses collègues, qui l'avaient bien compris, n'ont pas fait usage de leurs armes. Quel talent.

Nos plus ignobles pensées vont par contre à ces sales gauchistes qui provoquèrent début avril les forces de l'ordre à Strasbourg, lors du sommet de l'OTAN. Soulignons que c'est mensonge de dire que nos grands protecteurs en bleu auraient gazé tout le monde dès le départ, effectué des tirs tendus de flashball contre les manifestants, qu'ils leur auraient jeté des caillasses, qu'ils auraient chargé comme des bœufs ou encore qu'ils les auraient menés dans un guet-apens afin de les gazer pendant moult temps. Tout cela n'est que pure affabulation.

De même, saluons le courage de la flicaille britannique qui n'a eu qu'à pousser un dangereux terroriste dans le dos, lors de la manifestation contre le G20, à Londres, en ce même début du mois d'avril 2009. Pendant que les 20 chefs d'état les plus riches se gavaient, l'adepte de la guérilla urbaine, sur qui ont été retrouvés des plans du métro et des cutters, de source policière, est heureusement mort d'une crise cardiaque après qu'un gardien de la paix l'eut poussé, délicatement.

Pas d'bol, on vit vraiment dans un monde de merde.

## **Les anciens numéros du Termite**

sont archivés et disponibles en ligne sur  
<http://nancy-luttes.net/Rezo-antiK/>

« Qu'est-ce que la violence ? Où commence-t-elle ? Où les actions collectives des masses, admissibles et conformes au but, deviennent-elles violence ? Nous doutons fort que Lansbury ou tout autre pacifiste soit capable de répondre à cette question, à moins de se borner à un simple renvoi au code pénal, où ce qui est permis et ce qui est défendu est précisé. La lutte des classes est une chaîne ininterrompue de violences ouvertes ou masquées, "régularisées" à tel ou tel degré par l'État, qui représente, à son tour, l'appareil de la violence organisée du plus fort des adversaires, c'est-à-dire de la classe dominante. La grève est-elle une violence ? Il fut un temps où les grèves étaient interdites ; chaque grève était alors presque inévitablement liée à des conflits physiques. Puis, à la suite du développement pris par les grèves, c'est-à-dire de la violence des masses exercée contre la loi, ou plus exactement des coups sans cesse portés par les masses à la violence légale, les grèves furent légalisées. Est-ce à dire que Lansbury ne considère que les grèves pacifiques, "légales", c'est-à-dire autorisées par la bourgeoisie, comme des procédés admissibles de lutte ? Mais si les ouvriers n'avaient pas organisé des grèves au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie anglaise ne les aurait pas légalisées en 1824. Et si l'on admet l'exercice de la violence ou le recours à la force, sous la forme des grèves, il faut en prendre toute la responsabilité, y compris celle de la défense des grèves contre les jaunes à l'aide de mesures adéquates de contre-violence.(...)

Quand la classe ouvrière est obligée de recourir, pour son émancipation, à la

grève générale, elle doit se rendre compte à l'avance que celle-ci entraîne inévitablement des collisions armées et des conflits analogues, locaux et généraux ; elle doit se rendre compte à l'avance que la grève ne sera pas repoussée dans le seul cas où la riposte nécessaire aura tout de suite été donnée aux briseurs de grève, aux provocateurs, aux fascistes, etc. ; elle doit prévoir à l'avance que le gouvernement dont la destinée se joue, jettera inévitablement dans la lutte, à un moment ou à un autre, ses forces armées, et que le destin du régime et, partant, du prolétariat, dépendra de l'issue du conflit des masses révolutionnaires avec ces forces armées. Les ouvriers doivent prendre à l'avance toutes les mesures pour mettre les soldats du côté du peuple par une agitation préalable ; mais ils doivent aussi prévoir à l'avance qu'il restera toujours au gouvernement assez de soldats sûrs ou à peu près sûrs pour tenter de réprimer l'insurrection, de sorte que la question se résoudra en dernier lieu par un conflit armé, auquel il faut se préparer d'après un plan arrêté à l'avance, et dans lequel il faudra s'engager avec une entière résolution révolutionnaire.

Il n'est que la résolution la plus haute qui puisse, dans la lutte révolutionnaire, arracher l'arme des mains de la réaction, abrégé la guerre civile, diminuer le nombre de ses victimes. Si l'on n'y consent pas, point n'est besoin de prendre les armes ; si l'on ne prend pas les armes, pas de grève générale possible ; si l'on renonce à la grève générale, on ne peut pas penser à une lutte sérieuse. Il ne reste alors qu'à éduquer les ouvriers dans l'esprit d'une apathie complète, ce dont s'oc-

cupent par ailleurs l'école officielle, les partis gouvernants, les clergés de toutes les églises, et... les prédicateurs socialistes de l'inadmissibilité de la violence. (...)

Est-il vrai que la question de l'admissibilité et de la conformité de la violence au but poursuivi soit tranchée selon la forme plus ou moins démocratique de la domination bourgeoise ? Cette conception est entièrement démentie par l'expérience historique. La lutte entre la tendance révolutionnaire et la tendance pacifique, légale, réformiste, au sein du mouvement ouvrier, ne commence pas au moment de la fondation de la République ou de l'institution du suffrage universel. A l'époque du chartisme et jusqu'en 1868, les ouvriers anglais furent privés de tout droit de vote, c'est-à-dire de l'instrument principal du développement "pacifique". Le mouvement chartiste fut pourtant divisé en partisans du recours à la force physique, ceux-ci suivis de la masse, et partisans de la force morale, nombreux surtout parmi les intellectuels petits-bourgeois et les membres de l'aristocratie ouvrière. Dans l'Allemagne des Hohenzollern, pourvue d'un Parlement impuisant, les partisans des réformes parlemen-

taires et les protagonistes de la grève générale révolutionnaire étaient aux prises, dans la social-démocratie. Enfin, en Russie même, sous l'autocratie, sous le régime du 3 juin, les mencheviks voulaient remplacer les méthodes révolutionnaires d'action par le mot d'ordre de la lutte pour la légalité. Ainsi, l'argument de la République bourgeoise ou du suffrage universel, argument suprême du réformisme et du légalisme, est le produit d'une théorie bornée, d'une courte mémoire ou d'une hypocrisie indéniable. En réalité, le réformisme légaliste équivaut à l'agenouillement des esclaves devant les institutions et les lois des esclavagistes. Le suffrage universel fait-il ou non, partie de ces institutions, l'édifice en est-il couronné d'un monarque ou d'un président ? La question n'est déjà plus, pour l'opportuniste, que secondaire. Il est toujours à genoux devant l'idole de l'État bourgeois, et ne consent à marcher vers son idéal que par les portes construites pour lui par la bourgeoisie. Et ces portes sont construites de façon à être infranchissables. »

Léon Trotsky, *Où va l'Angleterre ?* (1935)  
<http://www.marxists.org/>

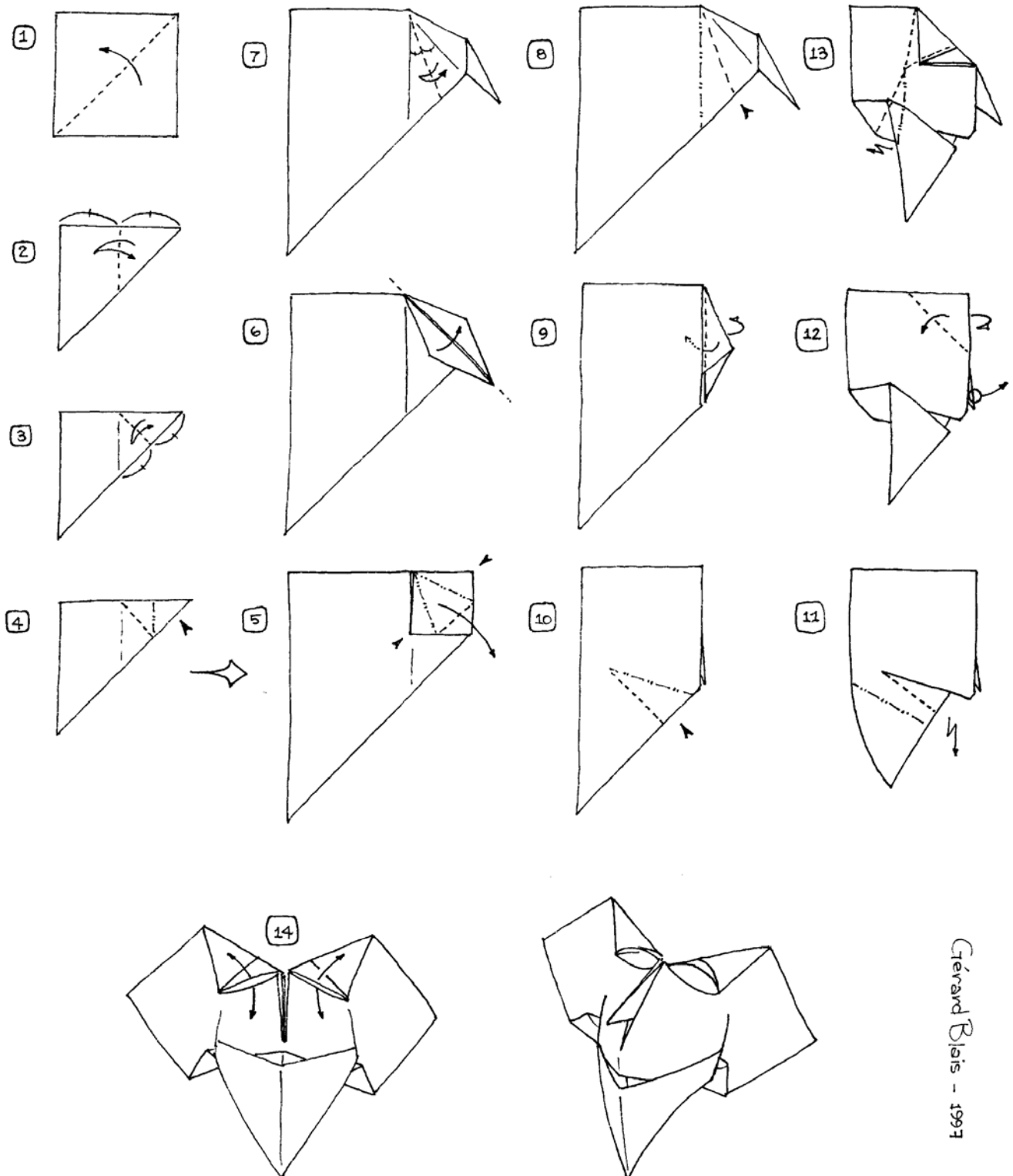
### **.Vous voulez contribuer au Termite ?**

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates, illustrations, bandes dessinées, etc.

à l'adresse : [bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net](mailto:bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net)

Une bonne raison...  
d'avoir son termite dans sa poche en manif...

Masque 1



Gérard Blais - 1997

[source <http://www.geocities.com/SoHo/Den/8802/>]